

Les questions territoriales redeviennent des questions pour « tout-le-monde »

À l'heure où le Parlement débat sur la loi Climat & Résilience, le ministère de la Transition écologique a organisé le 23 mars 2021, un « Forum des territoires en transition »¹ qui fut conclu par un rapport d'étonnement prononcé in vivo par Bruno Latour. La conclusion du philosophe et anthropologue des sciences fait écho au thème central qui articule cette dernière livraison de *Pouvoirs Locaux* : la gouvernance de l'énergie.

Bruno Latour, inspiré par les échanges conduits toute la journée sur les actions porteuses de solutions en matière d'économie circulaire, de nouvelles manières de se déplacer, de développement de filières économiques vertueuses, de protection de la biodiversité... est inspirante. Quel est le rôle de l'État en matière de transition écologique, s'interroge-t-il ? Celui d'être un facilitateur, une position qu'il qualifie de positive et originale eu égard aux réflexes séculaires de l'État. À suivre sa réflexion, la notion de territoire se renouvelle au sens où en matière de transition, le territoire apparaît comme à la manœuvre en n'hésitant pas à formuler ses doléances à l'État. L'auteur de l'essai « Où atterrir ? »² perçoit là une autre nouveauté, celle du territoire qui devient (enfin !) source de la redéfinition de l'État.

S'ensuit la question des échelles d'intervention qui bousculent et débordent la carte administrative. Constat est fait que l'État est de plus en plus amené à accompagner les acteurs locaux à des échelles différentes selon les politiques publiques. En ce sens, le territoire n'est pas forcément local. Le « local » devient élastique en fonction du projet public que l'on entend conduire. Est-ce là une voie pour recomposer, à partir du territoire, ce qu'est une vie bonne ? pense-t-il à haute voix. Recomposer car Bruno Latour préfère parler de « recomposition » plutôt que de « transition ». Son dernier essai en atteste : « Où suis-je »³ est une invitation à la « métamorphose », c'est-à-dire à une bascule mentale qui n'est pas sans rapport avec les questions des territoires qui deviennent selon lui de grandes questions politiques, estimant que « Les questions de terre, de sol, d'appartenance, c'étaient des questions réac ». [Aujourd'hui] elles redeviennent des questions pour tout le monde (...) »⁴.

Les auteurs réunis dans ce numéro de *Pouvoirs Locaux* écrivent tous à leur façon qu'il ne faut pas juste essayer de courber la ligne droite pour métamorphoser l'action publique. Sans doute faut-il mieux expliquer où la transition énergétique est susceptible de nous conduire. Sans doute faut-il lâcher prise, s'éloigner des habitudes, ce qui suppose d'innover, de surprendre et surtout d'imaginer.

► Laurence Lemouzy

1. Les échanges de cette journée sont disponibles en ligne <https://www.youtube.com/watch?v=ICKFfGkghBY>
2. Bruno Latour, *Où atterrir ? : comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte, 2017
3. Bruno Latour, *Où suis-je ? : leçons du confinement à l'usage des terrestres*, Paris, La Découverte, 2021
4. Bruno Latour, « Enfin les questions de territoire deviennent de grandes questions politiques », France inter, 19/01/2018

Le Comité et le Conseil de rédaction de *Pouvoirs Locaux*

Comité de rédaction

Jacques Caillousse, Université Paris II Panthéon-Assas - Laurence Lemouzy, Institut de la Gouvernance territoriale, Cersa, Université de Paris II Panthéon-Assas - Romain Pasquier, CNRS-CRAPE, IEP de Rennes - Alain-Joseph Poulet, Institut de la Gouvernance territoriale, SDOSE-CR2d, Université Dauphine - PSL.

Conseil de rédaction

Vincent Aubelle, Département Génie urbain, École d'urbanisme de Paris, Université Gustave Eiffel - Daniel Béhar, Institut d'urbanisme de Paris - Université de Paris XII Val-de-Marne - Alain Cluzet, Ville de Courbevoie - Florence Cruzatier-Durand, Université Toulouse 1 Capitole - Bruno Depresle, Administrateur général - Christophe Doubovetzky, Université Toulouse 1 Capitole - Marc Dumont, Université de Lille - Patrice Duran, ENS Cachan - Thomas Frinault, Université de Rennes - Nicolas Gaubert, Université Paris XII - France Stratégie - Cynthia Ghorra-Gobin, CNRS, Université de Paris IV - Sorbonne, IEP Paris - Jean-Bernard Gilles, Région Nouvelle-Aquitaine - Patrick Le Lidéc, Centre d'Études Européennes, Sciences Po - Jacques Lévy, École polytechnique fédérale de Lausanne - Hélène-Sophie Mesnage, Union nationale des centres communaux d'action sociale - Pierre-Emmanuel Portheret, Sous préfet - Nicolas Portier, ADCF - Jean-Paul Raymond, Association nationale des directeurs d'action sociale et de santé (Andass) - Bruno Rémond, IEP de Paris - Nicolas Tenzer, CERAP.